

Les grands chantiers de Philippe Richert

Pour sa rentrée, le président de la Région Grand-Est a dressé hier à Strasbourg la liste de ses priorités.



Philippe Richert veut accélérer l'harmonisation des pratiques entre Alsace, Champagne-Ardenne, et Lorraine. Photo DNA/Christos BACH

• L'urgence agricole

Philippe Richert veut doter l'agriculture d'un fonds d'urgence. Le patron de Grand-Est évalue le budget agricole géré par l'assemblée régionale à quelque 850 M€ (dont 650 M€ de fonds européens) et envisage un coup de pouce aux agriculteurs les plus en difficultés, en épaulant, par exemple, les Safer dans la gestion des terres agricoles cédées par les exploitants en quête de liquidités.

• Harmonisation

Huit mois après la création de la nouvelle région, Philippe Richert, visiblement satisfait du logo dévoilé à Châlons, veut accélérer l'harmonisation des pratiques entre les trois entités géographiques (Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine). « D'ici fin juin au plus tard, on doit partout appliquer les orientations découlant d'une même politique », assure le chef de l'exécutif. Sept cents procédures à remettre à plat !

Outre la mise en place de la fibre optique et l'achèvement de la territorialisation de l'institution régionale, Philippe Richert entend réclamer un coup de pouce à l'État, dans le cadre de la clause de revoyure du CPER (contrat de plan État Région) pour résorber les lignes

ferroviaires « capillaires » très dégradées. Le transfert des transports scolaires et interurbains sera, lui, harmonisé d'ici le 1^{er} janvier.

• Climate city

Refusant de laisser croire qu'il traîne des pieds au sujet de l'implantation à Chambley du projet de Cité du climat, Philippe Richert revendique pourtant la prudence. Avec une ironie cinglante : « Non seulement ce dossier m'intéresse, mais c'est un dossier enthousiasmant ! Comme l'ont été avant lui, le Bioscope en Alsace, Skylander en Lorraine ou les 250 M€ investis dans l'aéroport de Vatry. Il ne suffit pas de dire, il faut savoir comment entendent faire les acteurs qui veulent porter ce projet sur les fonds baptismaux ». Une réunion dans les tuyaux devrait rapidement permettre à l'exécutif de confirmer s'il sera, ou non, dans le tour de table.

• Budget :

la quadrature du cercle

Président de l'Association des Régions de France (ARF), Philippe Richert cherche toujours 600 M€ permettant aux Régions de combler le différentiel résultant du glissement de certaines compétences ne relevant plus des Départements. « Lesquels ont, eux, conservé

leurs moyens, bénéficiant ainsi de 1,6 Md€ d'économies supplémentaires », s'offusque celui qui observe au passage qu'un tel basculement exonère l'État de renflouer des Départements exsangues. Durant l'été, un accord trouvé entre l'ARF et Matignon a explosé en vol sous la pression d'élus LR de collectivités refusant d'endosser la responsabilité d'un nouvel impôt. Exit la taxe spéciale d'équipement régionale (adossée à la taxe sur le foncier bâti et à la cotisation foncière des entreprises), censée renflouer les caisses des Régions. Dans la nouvelle proposition qu'il vient de soumettre à l'approbation de Paris, Philippe Richert suggère que les 600 M€ de crédits manquant (50 M€ pour Grand Est) proviennent d'un mécanisme d'abondement basé sur la TICPE. Réponse fin septembre, espère-t-il, « à l'occasion de l'assemblée générale de l'ARF ».

• Bure :

« oui, si réversibilité »

S'il le juge utile pour résorber la question du traitement des déchets il conditionne la réalisation du site d'enfouissement des déchets radioactifs de Bure à la question de la réversibilité : « Je soutiens ce projet à cette condition. »

Xavier BROUET.